Michel WIEVIORKA

Sociologue, Directeur d'études, EHESS,
Directeur du Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologique [[CADIS](#)]

(1995)

“Plaidoyer pour un concept”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Michel WIEVIORKA

Sociologue, Directeur d'études, EHESS,
Directeur du Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologique [[CADIS](#)]

"Plaidoyer pour un concept".

Un article publié dans **Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine**. Colloque de Cerisy (en 1993) sous la direction de François Dubet et Michel Wierviorka, pp. 209-220. Paris : Librairie Arthème Fayard, 1995, 633 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 14 février 2008 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : wiev@ehess.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 17 mai 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Michel WIEVIORKA

Sociologue, Directeur d'études, EHESS,
Directeur du Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologique [[CADIS](#)]

“Plaidoyer pour un concept.”

Un article publié dans **Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine**. Colloque de Cerisy (en 1993) sous la direction de François Dubet et Michel Wierviorka, pp. 209-220. Paris : Librairie Arthème Fayard, 1995, 633 pp.

Table des matières

Introduction

- I. Le défi des années soixante et soixante-dix
- II. Le défi des années quatre-vingt-dix
- III. La fragmentation et l'instabilité des identités collectives
- IV. Où est l'adversaire ?
- V. Sociétés duales et mouvements sociaux éclatés

Michel WIEVIORKA

Sociologue, Directeur d'études, EHESS,
Directeur du Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologique [\[CADIS\]](#)

“**Plaidoyer pour un concept**”.

Un article publié dans **Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine**. Colloque de Cerisy (en 1993) sous la direction de François Dubet et Michel Wierviorka, pp. 209-220. Paris : Librairie Arthème Fayard, 1995, 633 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Qu'il s'agisse du vocabulaire courant, qui qualifie de « mouvements sociaux » un ensemble hétérogène de conduites collectives de protestations, grèves, débrayages, manifestations de rue par exemple, ou de la sociologie, pour laquelle le concept de mouvement social n'est pas davantage unifié, toute réflexion sur les mouvements sociaux appelle au préalable que soit au moins précisé le sens que l'on donne à l'expression. La sociologie peut parler de mouvement social pour caractériser des conduites de contestation mettant en cause l'ordre social et résultant des dysfonctionnements ou de la crise du système et de ses institutions ou de certaines d'entre elles : telle est en particulier l'orientation de toute la tradition fonctionnaliste, dans ses versions de gauche comme de droite. La sociologie peut aussi utiliser l'expression pour désigner une action collective de défense et de promotion d'intérêts individuels, la mobilisation de moyens matériels, humains ou symboliques permettant, notamment, à un acteur de pénétrer au sein d'un système politique, de s'y maintenir ou d'y élargir son influence : ce mode d'approche, souvent présenté sous le label de « théorie de la

mobilisation des ressources », est brillamment illustré par des auteurs comme Charles Tilly et Anthony Oberschall. Enfin, Alain Touraine a, depuis les années soixante, proposé une conception du mouvement social qui en fait la signification la plus haute d'une action conflictuelle, dans laquelle un sujet se dresse contre les méthodes de rationalisation des acteurs dirigeants, met en cause leur pouvoir, la façon dont ils pensent et dirigent l'historicité. Ces trois principaux modes d'approche ne s'excluent pas, et bien davantage se complètent, apportant chacun un éclairage particulier à des conduites historiques, concrètes, qui le plus souvent combinent des dimensions de crise, de défense d'intérêts spécifiques et d'appel au contrôle de l'historicité ¹. Il faudrait certainement discuter plus à fond de leur hiérarchie et des liens qu'ils entretiennent. Mais examinons plutôt, très directement, certaines des questions qu'appelle aujourd'hui la conception à laquelle nous nous rattachons et qui est celle élaborée par Alain Touraine.

I. Le défi des années soixante et soixante-dix

[Retour à la table des matières](#)

Dans les années soixante et même soixante-dix, en Europe de l'Ouest tout du moins, cette conception se heurtait d'abord à une tendance dominante, intellectuelle et politique, à fusionner les catégories, dans l'analyse comme dans l'action. La pensée évolutionniste, encore très prégnante, rendait difficile la séparation de l'analyse diachronique et de l'analyse synchronique, et, combinée souvent à un historicisme identifiant l'action collective à un destin historiquement tracé, conduisait à confondre action sociale et action historique, problèmes du

¹ Sur ces questions, cf. F. Chazel (éd.), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993, notamment A. Touraine, « Découvrir les mouvements sociaux », p. 17-36.

fonctionnement social et problèmes du changement et du développement.

L'amalgame du social, du politique et de l'historique rendait difficile l'application au mouvement ouvrier du concept de mouvement social tel que nous l'entendons ici. Expression d'un rapport de production qui se jouait dans les usines et les ateliers, et qui informait la vie collective bien au-delà de ces lieux, le mouvement ouvrier était le plus souvent perçu et traité autrement qu'en termes de mouvement social. Les uns mettaient l'accent sur la force et l'importance des communautés ouvrières et de leur culture spécifique, notamment en Grande-Bretagne, d'autres étaient sensibles surtout au thème de la négociation collective, à l'idée et aux réalités des relations industrielles, d'autres encore à la capacité de pression politique acquise par les syndicats. De plus, le mouvement ouvrier et ses syndicats étaient souvent largement subordonnés à des acteurs et des idéologies politiques, à des partis, des États et même des internationales pour qui la conscience proprement ouvrière était incapable en elle-même d'accéder à une vision historique ou à de larges projets politiques, elle était au mieux, dans cette perspective léniniste, « trade-unioniste » ². La sociologie des mouvements sociaux, au sens où nous l'entendons, était dès lors constamment menacée, et souvent gommée de s'abolir, soit dans la confusion du social, du politique et de l'historique, dont le gauchisme fut l'expression la plus extrême, soit dans un refus de cette confusion qui réduisait l'acteur à une capacité très limitée de conflictualisation ou à des enjeux plus proches des difficultés de la vie quotidienne que de l'historicité.

Disons-le de façon ramassée : le principal adversaire, intellectuel, du concept de mouvement social était de l'ordre de l'amalgame des catégories du social, du politique et de l'historique. Et ajoutons que,

² Sur les modes d'approche du mouvement ouvrier, cf. F. Dubet, A. Touraine, M. Wieviorka, *Le Mouvement ouvrier*, Paris, Fayard, 1984, et notamment le chapitre 1er, « Modes d'analyse de l'action syndicale », pp. 27-47.

concrètement, la décomposition des luttes portant l'ébauche d'un nouveau mouvement social fut accélérée, dans les années soixante-dix, chaque fois que des acteurs politiques d'inspiration gauchiste y pénétrèrent ou se chargèrent de les diriger ³.

Si ce rappel nous semble nécessaire ici, c'est qu'il permet de souligner la formidable mutation qui s'est opérée en une vingtaine d'années, et qui oblige les sociologues des mouvements sociaux à défendre leurs orientations à front renversé.

II. Le défi des années quatre-vingt-dix

[Retour à la table des matières](#)

Car ce qui à première vue semble rendre aujourd'hui délicat l'usage du concept de mouvement social, ce n'est plus, comme dans les années soixante et même soixante-dix, la fusion des catégories, mais au contraire leur dissociation et leur éclatement dans la vie intellectuelle comme dans la pratique historique.

Le plus simple ici est de partir de ce qui devient un constat bien banal, celui de la déstructuration des sociétés nationales, de ces ensembles plus ou moins intégrés où les acteurs d'une société industrielle, diverses institutions et un État, ainsi qu'une identité nationale formaient un système moderne. Robert Reich l'a bien montré pour les États-Unis, Alain Touraine, Didier Lapeyronnie ou moi-même l'avons souvent écrit pour l'Europe ⁴, ce principe d'intégration est aujourd'hui singulièrement affaibli, essentiellement en raison de la globalisation de l'économie. La nation est de plus en plus difficilement le cadre

³ Cf. notamment F. Dubet, Z. Hegedus, A. Touraine, M. Wieviorka, *Lutte étudiante*, Paris, Éd. du Seuil, 1978.

⁴ R. Reich, *L'Économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1993 ; D. Lapeyronnie, *L'Individu et les Minorités*, Paris, PUF, 1993 ; M. Wieviorka et al., *La France raciste*, Paris, Éd. du Seuil, 1992.

symbolique de la vie économique, sociale et culturelle ; l'État a de plus en plus de peine à s'imposer face à des logiques économiques et financières qui opèrent à l'échelle planétaire ; enfin, au principe de structuration conflictuelle de la vie sociale, politique et intellectuelle qu'apportait l'opposition des maîtres du travail et du mouvement ouvrier ont succédé la dualisation socio-économique et le non-rapport social que signifie l'exclusion.

Dans une telle situation, à l'image de l'intégration propre aux sociétés nationales succède celle de la désintégration, et après avoir beaucoup parlé d'individualisme généralisé, les sociologues s'intéressent à la poussée des identités collectives, au retour du religieux, à l'ethnicité, au tribalisme, au sentiment d'insécurité, au racisme, tous phénomènes qui entretiennent un rapport assez direct avec la crise profonde de la modernité et posent, pour parler comme Alain Touraine, la question de, la dissociation de la raison et de la culture, ou de l'économie et de la nation ⁵. Dans un tel contexte, l'idée de mouvement social risque fort de devenir hautement problématique.

Un premier écueil, pour elle, est d'ordre empirique : où sont les luttes concrètes, en effet, qui appellent, pour leur compréhension, un tel outil analytique ? L'ancien mouvement social, la figure emblématique à partir de laquelle s'est construit le concept même de mouvement social, le mouvement ouvrier, déstructuré, à bout de souffle, s'est dégradé en défense catégorielle ou corporatiste, ou, au mieux, en pression politique institutionnalisée. Les nouveaux mouvements sociaux de la fin des années soixante et des années soixante-dix ne prêtent pas davantage à l'enthousiasme, par exemple en France, où les conduites étudiantes et lycéennes, qui débouchent parfois sur des mobilisations massives, sont avant tout commandées par la crise du système d'éducation et les carences de l'État et du système politique, où l'action des femmes est à la recherche d'un deuxième souffle et où l'action écologiste et antinucléaire, après avoir donné l'image d'une prophétie an-

⁵ A. Touraine, *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, 1992.

nonçant un mouvement social, s'est dans un premier temps affaiblie et transformée en courants d'opinion pénétrant très largement la culture et la politique, et a, dans un deuxième temps, au début des années quatre-vingt-dix, semblé pouvoir apporter une réponse à la crise de la représentation politique et une alternative aux partis traditionnels, avant de s'affaiblir à nouveau.

Un deuxième écueil, qui relève lui aussi du constat empirique, tient au fait que les formes de conscience et d'action collectives les plus significatives, depuis les années quatre-vingt, se trouvent très largement du côté d'acteurs dont la définition ne peut osciller qu'entre deux formulations, l'une et l'autre éloignées du concept de mouvement social. Nationalismes, mouvements religieux, populismes, communautarismes peuvent être considérés, au moins en partie, comme des mouvements historiques, visant à contrôler et maîtriser le devenir d'une collectivité, généralement au nom de son passé ou de sa tradition, même si ceux-ci sont en réalité l'objet d'un bricolage, pour parler comme Claude Lévi-Strauss. Leur action, de ce point de vue, n'est pas sociale, elle ne met pas en jeu un rapport de domination, elle n'est pas inscrite dans une relation conflictuelle, elle n'exprime pas la division interne à une collectivité, elle est la mobilisation de cette collectivité, définie par son unité et sa trajectoire historique, ou de ceux qui prétendent la représenter ou la guider. Mais nationalismes, mouvements religieux, populismes ou communautarismes doivent souvent aussi être définis par la relation qu'ils entretiennent avec une action sociale impossible ou déclinante, ils sont alors par exemple chargés de demandes sociales non traitées comme telles, ou bien encore ils viennent apporter des repères, un sens à des acteurs privés des repères ou du sens qu'ils trouvaient auparavant dans un mouvement social ; dans les cas extrêmes, ils sont l'expression renversée de l'idéologie d'un mouvement social devenu inexistant, fruit de ce que j'ai appelé, à propos du terrorisme., un processus d'inversion⁶. Il faut alors parler d'anti-mouvements sociaux pour caractériser ces acteurs dont les visées de-

⁶ M. Wieviorka, *Sociétés et Terrorisme*, Paris, Fayard, 1988.

venues historiques sont indissociables d'une perte de sens, d'une carence ou d'un déficit de mouvement social, et dont le discours comme la pratique aboutissent à en inverser les catégories.

On ne parle aujourd'hui que d'acteurs et de sujets, ce qui est assurément un progrès par rapport à l'époque où l'on proclamait la mort du sujet et où il ne fallait considérer que des agents et des structures. Mais de là à parler de mouvements sociaux, il semble qu'il faille franchir un immense pas, tant les conduites collectives que nous observons soit semblent éclatées, éloignées d'un niveau de projet compatible avec le concept de mouvement social, soit fusionnelles, mais alors bien plus proches de l'anti-mouvement social et en tout cas de l'action historique que de l'action sociale.

Ramassons là aussi nos observations : dans des sociétés dominées par la séparation du social, du politique et du culturel, par la désintégration des rapports sociaux, la crise des systèmes politiques et des institutions et la montée en puissance des particularismes culturels, à commencer par celle de nationalismes différentialistes, tentés par le racisme, la xénophobie et la fermeture sur eux-mêmes, les conduites collectives soit donnent elles-mêmes l'image de l'éclatement ou de l'affaiblissement, soit procèdent d'une fusion qui oblige à convoquer les concepts de mouvement historique ou d'anti-mouvement social, et assurément pas celui de mouvement social.

Ce qui définit bien l'enjeu d'une sociologie des mouvements sociaux aujourd'hui : celle-ci doit avant tout se construire face à des pensées qui ne veulent voir que l'éclatement et la dissociation des conduites, la séparation des registres de l'action ou les réponses tribales, fusionnelles, purement identitaires et différentialistes à cette séparation. Elle doit, autrement dit, penser l'articulation de ce qui soit se sépare, soit tend à la fusion, elle doit se distinguer de la pensée qu'on peut appeler postmoderne, qui, elle, ne veut voir que la dissociation, la juxtaposition ou la fusion.

Mais le problème n'est pas seulement de désigner les obstacles théoriques que rencontre le concept de mouvement social ou les réalités empiriques qui autorisent un certain scepticisme. Il est aussi d'examiner les difficultés que rencontrent les acteurs eux-mêmes lorsqu'ils se rapprochent d'une définition d'eux-mêmes en termes de mouvement social.

III. La fragmentation et l'instabilité des identités collectives

[Retour à la table des matières](#)

La première difficulté renvoie à ce qu'Alain Touraine a appelé le principe d'identité⁷. Hier, lorsqu'il s'agissait du mouvement ouvrier, l'identité de l'acteur était relativement stable et largement partagée et, au-delà d'importantes différences, par exemple entre le travail qualifié et le travail non qualifié, d'une branche à l'autre de l'industrie, ou d'une localité à une autre, il existait une profonde conscience d'unité dans l'identité. Celle-ci pouvait comporter des éléments culturels, le sentiment d'appartenance à un même univers de besoins et de pratiques dans la vie quotidienne, mais elle était surtout cimentée par la même expérience de domination dans les rapports de production.

Aujourd'hui, la culture et les identités se fragmentent, même si partout s'étendent la culture et la consommation de masse, nos sociétés accueillent et surtout fabriquent d'incessants changements culturels qui façonnent des identités instables, elles-mêmes changeantes, sauf à enfermer les individus dans des ensembles communautaires ou sectaires qui sont à l'opposé d'un mouvement social. L'identité, à la limite, se comprend mieux si l'on considère des individus, avec leur trajectoire individuelle, leur mémoire, leur parcours singulier, avec, surtout, le sentiment qu'ils peuvent avoir d'être méprisés, interdits de subjectivi-

⁷ Cf. A. Touraine, *Production de la société*, Paris, Éd. du Seuil, 1974.

té, manipulés par les normes imposées par la culture ou la politique des dominants, que si l'on se situe au regard de l'action collective, où la subjectivité individuelle, plutôt que de se renforcer au sein d'une subjectivité collective, semble risquer soit de s'y abolir, sous le poids de tendances à la communautarisation, soit d'y être malmenée, obligée à composer.

Le fractionnement et l'instabilité des expressions concrètes de l'identité n'interdisent pourtant pas de penser qu'elles relèvent d'un principe général lui-même unifié et stable, qui est l'appel à la subjectivité, à la capacité de l'acteur de construire ses propres choix, de produire sa propre expérience, de développer et déployer sa créativité. Dès lors, là où nous observons une multiplicité de conduites portant sur des enjeux apparemment diversifiés et hétérogènes, nous pouvons envisager une certaine unité, théorique, et qui pourrait bien sous certaines conditions devenir pratique. Il est remarquable, par exemple, que le mouvement des homosexuels aux États-Unis soit amené à prendre en charge la question des minorités ethniques ou, sida aidant, ait été conduit à devenir un acteur important dans la contestation des politiques de santé et la critique du fonctionnement des institutions concernées par la pandémie : qui aurait imaginé, dans les années soixante-dix, que puissent ainsi s'articuler la lutte des homosexuels, la mise en cause du racisme et du rejet des minorités ethniques, la contestation du système de santé et la prise en charge d'une réflexion sur l'usage de la drogue ⁸ ? En fait, la principale condition pour que les mouvements sociaux se construisent est certainement que les acteurs deviennent capables d'associer des identités concrètes qui semblent dispersées en un principe plus général, unificateur car universalisant, impliquant la reconnaissance des identités concrètes d'autres acteurs, et donc de l'altérité. Ce qui se heurte à trois difficultés ⁹.

⁸ Cf. G. Marche, *Identification et action face au sida dans Le mouvement gai et lesbien*, mémoire de DEA, EHESS, 1993.

⁹ Pour une illustration et des développements de cette idée appliquée à l'ethnicité, cf. M. Wieviorka, *La Démocratie à l'épreuve. Nationalisme, populisme, ethnicité*, Paris, La Découverte, 1993, chap. 3, « L'ethnicité », p. 97-155.

La première est que tout effort allant dans ce sens s'oppose à une logique inverse, qui tend à enfermer l'acteur dans une identité spécifique, celle d'une communauté, d'une religion, d'une appartenance ethnique, d'une essence quelconque. La deuxième est que l'articulation d'identités spécifiques ou particulières à des valeurs universelles implique l'existence d'un espace politique où la gestion de cette articulation puisse être assurée. Là où une culture démocratique et un système politique entendent assurer le traitement non seulement des demandes majoritaires, mais aussi des demandes de minorités, s'ouvrir à l'écoute des particularismes, tout en exigeant le respect de principes universels, à commencer par ceux du droit, il existe un tel espace. Là où la démocratie est conçue différemment, le traitement politique des demandes liées à des identités particulières devient impossible. Enfin, nous l'avons vu, la subjectivité de l'acteur ne peut pas être séparée de son individualité, ce qui peut l'éloigner de toute participation à l'action collective. Du seul point de vue de l'identité, trois dangers déjà fragilisent donc les mouvements sociaux virtuels : celui de la subordination de l'acteur à une communauté, celui de l'atomisation de l'action, du fait de l'importance de la subjectivité individuelle, celui de la fermeture du système politique, ayant pour effet d'interdire l'universalisation du conflit.

IV. Où est l'adversaire ?

[Retour à la table des matières](#)

Un deuxième ensemble de conditions relatives à la formation de mouvements sociaux renvoie au principe qu'Alain Touraine a appelé d'opposition. Les mouvements sociaux, aujourd'hui, éprouvent de considérables difficultés à désigner et reconnaître un adversaire social. Quel est l'acteur, en effet, qui interdit aux acteurs dominés d'exister comme sujets, qui les nie, les broie, les manipule, leur ferme l'accès à

la dignité, à la capacité de produire leur propre existence ou leur interdit la transformation de cet accès en pratiques autonomes ?

Parfois, un acteur dirigeant se conduit de façon nettement technocratique, ignorant complètement la population concernée par son intervention, s'appuyant le cas échéant sur la puissance publique, comme on l'a vu en France, au début des années soixante-dix, avec EDF et les « nucléocrates » mettant en oeuvre un important programme électro-nucléaire leur apportant la certitude de pouvoir renforcer leur emprise sur la société au nom de leurs compétences scientifiques et techniques ¹⁰ ; dans ce cas la reconnaissance de l'adversaire est facilitée. Mais le plus souvent, l'adversaire est plus difficile à désigner, parce qu'il est à la fois modernisateur et ouvert à certaines demandes, dirigeant si l'on préfère, et dominant, et alors soucieux avant tout du renforcement de sa propre puissance. Le système de santé, par exemple, fonctionne à bien des égards, dans de nombreux pays, comme un appareil techno-bureaucratique s'intéressant bien peu à l'expérience vécue des malades, à leurs inquiétudes, à leur douleur même parfois, à leurs difficultés à gérer les problèmes que génère pour eux et leurs familles la maladie, bien au-delà de leur seul état médical. Mais en même temps il prend en charge la maladie, il soigne, il met en oeuvre des technologies appropriées, il promeut la recherche, il répond à des attentes sociales et prétend même, à la limite, fonctionner comme un service public. L'adversaire est aussi un agent de modernisation et une institution acceptée, et même désirée, et l'image d'un conflit devient dès lors embrouillée ou confuse. Dans ces conditions, la formation de mouvements sociaux est à la fois préparée et ralentie par deux phénomènes. Le premier relève de la constitution de débats sociaux, qui préfigurent d'éventuels conflits sociaux, mais n'y conduisent pas nécessairement. Nous le voyons nettement : la santé, la ville, la télévision et plus largement la communication, l'éducation, tout ce qui tou-

¹⁰ Cf. F. Dubet, Z. Hegedus, A. Touraine, M. Wieviorka, *La Prophétie antinucléaire*, Paris, Éd. du Seuil, 1980 ; P. Simonnot, *Les Nucléocrates*, Grenoble, PUG, 1978.

che à la culture, aux modes de vie, à la vie quotidienne, au corps, à l'identité et à la mémoire, à l'expressivité et à la subjectivité est objet de débats, de polémiques qui peuvent être vives, de scandales aussi parfois, ce qui dessine un espace de problèmes, ouvre la voie à d'éventuelles conflictualisations, qui attendent, pour l'essentiel, que soient mieux perçus les acteurs dominants, appareils techno-bureaucratiques, industries culturelles, nébuleuses aux contours plus ou moins flous où s'associent souvent l'industrie et la recherche scientifiques proprement dites, des groupes de pouvoir financier et le pouvoir politique. Le deuxième phénomène, beaucoup moins encourageant pour qui s'interroge sur la formation de mouvements sociaux, est que les acteurs dominants, ou certains d'entre eux, parmi les plus influents, semblent intouchables et même indiscernables, qu'ils sont par exemple trop éloignés des populations concernées ou affectées par leurs décisions et leurs stratégies, qu'ils relèvent de centres de décision et de pouvoir économique et financier inscrits dans des réseaux planétaires, tandis que les États, de plus en plus faibles, méritent d'être critiqués non pas pour leur rôle de « conseil d'administration » de la classe dirigeante, mais au contraire pour leur incapacité croissante à intervenir.

V. Sociétés duales et mouvements sociaux éclatés

[Retour à la table des matières](#)

Enfin, un troisième ensemble de difficultés renvoie à la dualisation de nos sociétés. Celle-ci est en effet un puissant facteur de déstructuration des mouvements sociaux. À partir du moment, en effet, où une société cesse d'être structurée par un conflit social, comme ce fut largement le cas pour la plupart des pays d'Europe de l'Ouest à l'ère industrielle, ou même, plus largement, à partir du moment où elle ne peut plus se penser comme relativement intégrée par l'existence d'une identité nationale ou par celle d'institutions assurant à chacun sa socialisation et des chances de mobilité sociale ascendante, à partir du mo-

ment, pour le dire autrement, où l'exclusion devient une réalité incontournable, éventuellement visible dans l'espace, comme c'est le cas de certaines banlieues françaises ou des *inner cities* britanniques et américaines, les éventuels mouvements sociaux ne peuvent eux-mêmes apparaître que sous une forme dualisée.

Du côté des exclus, en effet, il est peu vraisemblable que s'affirment des conduites contre-offensives, orientées par un projet, des idées par exemple de modernisation et de développement. L'exclusion encourage plutôt des conduites défensives, menacées de s'abolir dans la rage, la violence, éventuellement autodestructrice, dans l'apathie, le repli ou le retrait, ou encore dans l'enfermement identitaire ou l'hétéronomie politique. Elle n'autorise guère ceux qui en souffrent à participer à des débats de société : tout au plus peuvent-ils faire savoir, à coups d'émeutes par exemple, qu'ils se sentent niés, méprisés ou oubliés par ceux qui sont du bon côté de la barrière. Symétriquement, ceux-là appartiennent à la sphère où l'on débat, où l'on pose par exemple les problèmes de société qui ont été évoqués plus haut. Leur pensée et leur action risquent toujours de verser dans l'élitisme, en tout cas d'être relativement indifférentes aux drames spécifiques des exclus. Ils demanderont qu'on se préoccupe davantage du sujet, qu'il s'agisse de l'élève face au système éducatif, du malade face au système de santé ou du téléspectateur agacé par la médiocrité ou la vulgarité des Programmes de la télévision. Mais leur appel à la subjectivité est toujours susceptible de devenir une demande égoïste dans laquelle les problèmes de l'exclusion sont en fait ignorés, tandis que se précisent les ségrégations en tous genres et le triomphe du marché et des avantages qu'il offre à ceux qui peuvent y accéder.

Ce problème n'a rien d'inédit. Dans le passé, le mouvement ouvrier a longtemps été marqué par la distance, considérable, entre les ouvriers qualifiés, dotés d'une conscience fière et d'un principe positif lié à leur savoir-faire., et les prolétaires, ne disposant que de leur force de travail. La jonction de ces deux moitiés de mouvement social ne s'est opérée qu'à partir du moment où fut introduite l'organisation scientifi-

que du travail dans des usines où les ouvriers qualifiés, soumis à déqualification, et les manœuvres et OS, privés de tout rapport positif à la production, se sont organisés face à un même adversaire, les organisateurs du travail ¹¹.

Quel peut être aujourd'hui le principe assurant l'articulation de la contestation des exclus, leur demande de reconnaissance, mais aussi de participation, et de l'engagement des inclus dans la mise en cause des appareils techno-bureaucratiques et des industries culturelles ? Là aussi, la réponse est avant tout politique et, plus précisément, démocratique. C'est en effet aux intellectuels et aux acteurs politiques qu'il revient de plaider pour que s'associent les demandes sociales et culturelles des exclus et les contre-projets modernisateurs et libérateurs qu'ils peuvent eux-mêmes plus facilement élaborer et promouvoir, c'est à eux de reconnaître, derrière la rage ou l'apathie, derrière les violences émeutières ou la culture des quartiers dégradés, derrière, aussi, la poussée des intégrismes et des populismes les plus sombres, la face défensive de mouvements sociaux, à laquelle ils peuvent contribuer à arrimer une face offensive. Ce qui revient à dire qu'il ne peut y avoir de mouvements sociaux sans une culture démocratique ouverte aux demandes culturelles, même les plus minoritaires.

Il a fallu de nombreuses années pour que se construise le mouvement ouvrier, pour que des pratiques éclatées se rapprochent, pour qu'ici la formation de syndicats, là celle de coopératives et de mutuelles, ici des grèves timides, là des conduites émeutières, ici une affirmation énergique de l'autonomie de politique de l'acteur, là l'essor de partis politiques, ici des revendications économiques, là du corporatisme s'intègrent, s'élèvent à un haut niveau de projet et donnent un mouvement social. En même temps que s'opérait cette intégration, les institutions et les États s'adaptaient à l'industrialisation, et parfois même l'encourageaient et la pilotaient, et la nation apportait le cadre

¹¹ Cf. A. Touraine, *La Conscience ouvrière*, Paris, Éd. du Seuil, 1966 ; *Le Mouvement ouvrier*, op. cit.

politique et symbolique au sein duquel s'opérait le changement. Nous sommes dans une autre phase historique, où les conduites collectives sont éclatées en même temps que s'affaiblissent les sociétés nationales, et il est possible que ces deux modalités de la dissociation post-moderne se maintiennent ; dans ce cas, il faudra abandonner le concept de mouvement social, sauf à s'en servir pour dégager l'image du déficit d'action collective ou pour préciser, nostalgique, ce que fut la grandeur du mouvement ouvrier. Mais rien n'interdit, à l'inverse, de faire l'hypothèse d'un dépassement de la crise actuelle de la modernité et de la formation, à terme, de mouvements sociaux imposant dans la vie sociale une place à la différence et, simultanément, une exigence accrue de solidarité.

Fin du texte